

Michael Brie et Bernhard Callebaut

A la recherche d'un avenir commun et solidaire

Déclaration commune sur le dialogue entre chrétiens et socialistes

Vienne, mars 2022 – L'agression de la Fédération de Russie envers l'Ukraine, que l'Assemblée Générale des Nations Unies a condamnée comme contrevenant au droit international et à la Charte de l'ONU nous a rappelé que les fondements de notre coexistence sur la planète sont fragilisés. Nous affirmons notre solidarité avec les victimes de la guerre et ceux qui l'ont fuie et nous exigeons l'arrêt des combats, le retrait des troupes de la Fédération de Russie ainsi que l'enclenchement de négociations sincères pour résoudre les problèmes qui opposent les états parties prenantes du conflit.

Bien avant les évènements tragiques des semaines passées, nous, représentants du monde catholique et de la gauche européenne, préoccupés par la crise écologique, soucieux des injustices sociales, et encouragés par une conversation avec le pape François, avons décidé d'initier un dialogue entre marxistes et chrétiens catholiques.

« À la recherche d'un avenir commun et solidaire. Ce n'est qu'ensemble que nous serons sauvés. » À la suite de ce slogan, nous décrivons dans le document-ci après – rédigé à l'été 2021 – le chemin que nous avons parcouru ensemble jusqu'ici, avec l'intention de présenter notre objectif commun – un monde pacifié, durable écologiquement et juste socialement – à un large public. Nous vous invitons, cher lecteur, à soutenir notre initiative par votre signature. Merci !

“Ce n'est qu'ensemble que nous serons sauvés”

“Ce n'est qu'ensemble que nous serons sauvés”. Cela peut avoir les apparences d'un slogan mais c'est le point de départ de notre dialogue entre chrétiens et socialistes, et il incarne deux idées distinctes. La première est qu'il y a quelque chose dont nous devons être sauvés, et la seconde que cela ne peut se faire que par un effort commun.

Ce point de départ de nos efforts conjoints était présent dès le démarrage de notre dialogue en tant que représentants du monde catholique et du monde bigarré du socialisme, particulièrement de la gauche européenne. Il était, en outre, lié à une invitation directe du pape François.

Nous sommes bien conscients que ces deux mondes ont été dans une large mesure des antagonistes sur la place publique durant les deux siècles précédents, et qu'ils restent assez éloignés l'un de l'autre concernant certaines questions. Mais puisque la survie de l'humanité et l'avenir de la terre sont en jeu, la nécessité d'un dialogue authentique et d'actions communes entre toutes les personnes de bonne volonté apparaissent plus urgente que jamais.

Scandalisés,

- Que des milliards de personnes n'aient pas accès aux ressources élémentaires nécessaires à une vie autodéterminée ;
- Que les crises économiques, politiques et sanitaires, ainsi que les violences organisées par les états et les guerres touchent des millions de vies chaque année et privent encore davantage de millions de personnes de leur foyer ;

- Que la destruction de la diversité de la vie sur terre et le réchauffement du climat s'accélèrent dramatiquement du fait des modes de production et de vie contemporains ;

Nous prenons conscience

- Qu'il y a un désir et une nécessité existentielle de transformer fondamentalement la relation que les individus entretiennent avec la nature et entre eux.
- Que c'est seulement dans ces conditions que l'épanouissement de la vie de tous dans la liberté, l'égalité et la solidarité est possible.
- Que sans une telle transformation il n'y aura ni paix durable, ni justice
- Que c'est là la seule manière de préserver la terre dans sa diversité et sa beauté en tant qu'habitat des peuples, des animaux et des plantes.
- Que cette transformation a été négligée après la fin de la Guerre Froide en 1989-1990 et que c'est la tâche des générations actuelles d'enfin enclencher une grande transformation vitale ;

Nous avons - motivés par l'appel du pape François et de nombreux mouvements sociaux, écologiques et pacifistes – initié un dialogue entre chrétiens et socialistes dont le but est de contribuer ensemble à cette transformation.

1. Des ennemis dans le passé

Le christianisme et le socialisme – deux mouvements aux caractéristiques très différentes – ont été longtemps en conflit, tout en ayant chacun eu une influence structurante sur l'histoire mondiale dans les siècles passés. Cet antagonisme vieux de deux cents ans était-il véritablement inévitable ?

Depuis son origine, en tant que nouveau mouvement religieux dans l'histoire, le christianisme a eu une sensibilité sociale. Le *Magnificat*, dans l'Évangile selon Luc, ne le montre que trop bien : « Il renverse les puissants de leurs trônes, il élève les humbles ; Il comble de biens les affamés, renvoie les riches les mains vides. » (Lc 1, 52-53). Néanmoins, le christianisme en passe de devenir la religion dominante en Europe a été fortement influencé par sa symbiose avec la civilisation agraire, l'héritage de traditions juridiques pré-chrétiennes issues de l'Empire Romain, et par les structures hiérarchiques médiévales. Plus tard, l'Église s'est trouvée prise au dépourvu par les changements profonds des structures sociales introduits par la Révolution Industrielle et la Révolution Française. Vers le XVIII^{ème} siècle, l'Église s'est donc trouvée bien plus souvent alliée avec le capitalisme naissant et avec la bourgeoisie – même si cela ne l'empêchait pas de leur adresser de multiples critiques – plutôt qu'avec les classes ouvrières, les mouvements pour les droits des femmes et l'idée d'une transformation radicale des structures fondamentales de la société.

En général dans le monde antique pré-chrétien, les alliances fortes entre la religion et la politique étaient la norme. Le christianisme – par contraste avec d'autres courants religieux – s'orientait plutôt vers une distinction plus nette entre la religion et la politique, comme on le voit dans les textes de l'Évangile : « Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu » (Mt 22, 21). Il est par conséquent légitime de lire l'histoire comme un lent processus de désacralisation de la politique, long de deux millénaires. Encore que, par bien des aspects durant tous ces siècles, les élites politiques ont pu faire du christianisme leur idéologie, l'utilisant pour légitimer l'ordre existant, sans que l'Église n'y oppose une véritable pensée qui

soit suffisamment forte et structurée pour imaginer un autre mode d'organisation de la société. Pourquoi les chrétiens furent-ils incapables d'aider à la transformation des catégories socio-politiques rigides et 'verticales' de la période préindustrielle ?

L'humanité évolue, et avec elle nos consciences morales, bien que cette évolution soit graduelle. Cette difficulté illustre un problème sous-jacent : la tradition philosophique grecque, par exemple, a formulé avec éloquence des concepts théoriques variés tels que l'universalisme et le particularisme. C'est l'universalisme qui a fini par dominer, c'est-à-dire que le particulier devait se soumettre et disparaître face à l'universalisme. Dans des termes plus contemporains, on pourrait dire que l'individu particulier doit se soumettre au groupe ! Ce n'est pas le cas dans l'approche chrétienne. L'universalisme était un élément essentiel du message de Jésus comme on peut le voir dans son ultime prière : « Que tous soient un » (Jn 17, 21). Néanmoins la valeur de la personne individuelle avait pour lui la même importance : « Chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25,40).

Nous savons bien que le cours de l'histoire ne dépend pas seulement de la force des idées mais bien davantage de l'évolution des intérêts politiques et économiques qui n'intègrent bien souvent qu'un pâle reflet de ces idées.

Les experts contemporains concluent que, dans son évolution longue de deux millénaires, le christianisme, comme d'autres systèmes éthiques, a su élaborer une éthique pour les individus davantage qu'il n'a su développer une éthique créative et critique concernant les structures fondamentales de la société. L'affirmation du dogme trinitaire concernant l'égalité du Fils et de l'Esprit avec le Père a généré concomitamment une nouvelle idée des relations humaines, égales et fraternelles, ainsi que des méditations stimulantes sur l'unité qui doit être comprise comme une unité dans la diversité. Néanmoins, dans les faits, le christianisme a eu une influence plus importante sur l'éthique personnelle (le particulier) que sur l'éthique sociale (l'universel).

Pourquoi les chrétiens ont-ils eu tant de mal à influencer les structures élémentaires de la société dans le sens de relations plus fraternelles ? On peut l'expliquer par l'influence persistante de catégories préchrétiennes qui ont lourdement conditionné y compris l'ère dite chrétienne, particulièrement au Moyen-Âge. Ce n'est que progressivement que l'Évangile a pu transformer les mentalités et les convictions socio-politiques fondamentales.

De l'idée conservatrice et préchrétienne « un Dieu, un Empereur, un Empire », le christianisme a hérité une idée rigide (conservatrice) de l'autorité politique et des relations sociales (le « verticalisme »), qui favorisait des élites restreintes et empêchait de bien des manières une dynamique émergeant de la population située en bas de l'échelle sociale. L'unité étant un concept central de l'Évangile, la tendance que nous appelons universelle a pris de l'importance au détriment de la valeur du « particulier » et a favorisé l'interprétation d'une conception de l'unité comme essentiellement uniformité verticale. Malgré tout, avec des hauts et des bas, l'autre interprétation, l'idée de l'unité dans la diversité a influencé peu à peu les catégories socio-politiques conservatrices, statiques et préchrétiennes pour les transformer de l'intérieur.

Dans ce contexte, on ne peut pas oublier les critiques sévères et constantes des Pères de l'Église dans le premier millénaire, à l'encontre de nombreuses inégalités sociales, tout en encourageant l'attention portée aux pauvres ainsi que le mode de vie des ordres mendiants (par exemple François d'Assise et Dominique de Guzman, plus tard les « missions » Jésuites parmi les Indiens en Amérique du Sud, les « Villes-hopitaux » fondées par Vasco de Quiroga au

Mexique). Ce furent des pages de l'Évangile vécues dans des structures sociales ayant un caractère fortement égalitaire et communautaire.

Plus récemment, cette évolution a ouvert la voie à des discussions mieux structurées à propos d'une pensée chrétienne pluraliste et inclusive. C'est là certainement un fruit de l'histoire entremêlée du christianisme et du socialisme émergent, ainsi que des mouvements sociaux. Le socialisme serait en un sens, selon certains penseurs chrétiens, le fruit d'un terreau chrétien. Ce terreau, souvent profondément enterré et mal compris (ou condamné comme étant hétérodoxe), tout du moins non assumé, a forgé des pans de l'histoire de l'Église européenne. Ce n'était pourtant pas en ce sens que beaucoup percevaient l'héritage chrétien au dix-huitième siècle. Le mouvement socialiste moderne a émergé dans le contexte de la Révolution Industrielle, de la révolution intellectuelle des Lumières, de la Révolution Française à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle en Europe occidentale, des luttes contre le colonialisme, l'esclavage et l'oppression des femmes. Le mouvement socialiste voyait ses prédécesseurs dans les révoltes d'esclaves antiques, les soulèvements de paysans et d'artisans au Moyen-Âge, dans la tradition de libération de l'esclavage et de l'oppression dans l'Ancien Testament ainsi que dans la vie communautaire des premiers chrétiens. En 1843, Marx considérait que « la détresse religieuse est en même temps l'expression de la vraie détresse et la protestation contre cette vraie détresse », et sur cette base la désignait comme « opium du peuple »[1]. Un courant de socialistes chrétiens émergea.

Le mouvement socialiste moderne eut parmi ses adversaires les puissances de la vieille Europe – l'État autoritaire, les classes privilégiées et les églises. Les combats entre ces deux camps furent souvent sanglants. Les socialistes ont mis la question des structures sociales et de la lutte politique et sociale au cœur de leurs efforts. Ils considéraient l'accomplissement individuel et la vie dans la solidarité et la paix comme les résultats nécessaires des réformes sociales radicales et des révolutions. La lutte contre les causes universelles des guerres, de l'exploitation et de l'oppression, a souvent pris le pas sur les intérêts et la dignité des individus, des groupes sociaux et culturels ainsi que des communautés. Trop fréquemment cela a débouché sur une relation instrumentale à l'individu, au droit à l'autodétermination et à l'auto-organisation collective. Une partie de la gauche a pris le chemin de la révolution violente et de la dictature du parti comme moyens d'une émancipation globale.

Le blocage continu des réformes sociales et démocratiques a engendré des soulèvements révolutionnaires à la fin du dix-huitième siècle et tout au long du dix-neuvième. Dans ces conditions, des tendances fermement anti-cléricales et anti-religieuses se sont développées au sein du mouvement socialiste. La diffusion des croyances religieuses était vue comme un moyen de maintenir les peuples dans une servitude spirituelle afin de les opprimer et de les exploiter politiquement aussi bien qu'économiquement.

La direction prise par le socialisme, vers la lutte des classes du prolétariat, l'établissement d'une dictature du prolétariat, la domination du parti communiste et son idéologie marxiste-léniniste a parfois mené à des politiques anticléricales et, en Union Soviétique et dans d'autres pays socialistes, à la promotion d'un athéisme strict. De nombreux clercs ont été persécutés et même assassinés dans un contexte de guerre civile et de terreur, où les églises étaient détruites et les croyants persécutés. Ce n'est que graduellement qu'un chemin vers la coexistence et même la coopération a pu être pris.

Les lecteurs attentifs de la tradition marxienne soulignent à juste titre que *renverser les puissants de leur trône* est similaire à l'impératif catégorique de Karl Marx, qui exigeait que toutes les conditions qui dégradent, asservissent ou délaissent l'homme soient reversées. Dans le *Magnificat*, comme chez Marx, le point de vue des plus faibles dans la société débouche sur l'exigence d'un changement fondamental. Dans les camps de concentration nazis, des prêtres, des religieux, des chrétiens laïcs et des dirigeants communistes ou socialistes ont fait l'expérience d'une fraternité qui a aidé nombre d'entre eux à s'ouvrir à la tradition de l'autre et à en estimer la valeur.

Un temps considérable s'est écoulé entre le premier - et le plus important - des textes critiques des papes sur la nouvelle situation sociale de l'Occident (*Rerum Novarum*, 1891), quarante-trois ans après le *Manifeste du Parti Communiste* (1848), et la fin des années 1970, quand la Doctrine Sociale de l'Église a officiellement intégré « l'option préférentielle pour les pauvres ». La Doctrine Sociale de l'Église ne pouvait désormais plus être vue comme un acte d'ascétisme privé ou de compassion interpersonnelle envers un pauvre. Elle se présentait comme une réponse spécifique au niveau de l'ensemble de la société, vue globalement, une réponse à l'ordre injuste de la société, et pas seulement une politique en faveur des pauvres, mais une politique élaborée aussi avec les pauvres. Le particularisme et l'universalisme étaient de nouveau étroitement liés.

Peut-être que le meilleur commentaire sur le changement de mentalité que cela a représenté est venu du théologien de la libération Leonardo Boff quand il a souligné que le pape (François) a intégré la théologie de libération de plein droit dans le récit officiel de l'Église [cf. entretien à El País du 23 juillet 2013

https://elpais.com/internacional/2013/07/23/actualidad/1374610929_091040.html#.] Et il poursuivait en disant que pour le pape une personne pauvre n'est pas intrinsèquement un pauvre, mais une personne paupérisée, on n'est pas pauvre, on est rendu pauvre.

Le courant socialiste a dû apprendre de l'histoire du vingtième siècle que la défense de la dignité de l'individu, le droit à l'auto-détermination, à l'auto-organisation collective, et le soin de la nature sont des éléments inséparables d'une pratique transformatrice, qui change le monde pour être plus solidaire et en même temps ouvre sur une transformation personnelle émancipatrice. Cela suppose de dépasser l'instrumentalisation des gens et des communautés, et de reconnaître leur valeur intrinsèque. Ici aussi, nous pouvons voir en quoi le particularisme est devenu aussi important que la tradition universaliste. La convergence inachevée sur l'importance de ces deux dimensions est un des éléments les plus intéressants dans l'évolution contemporaine des représentations du monde.

2. Un autre mur à abattre ? Le capitalisme sauvage.

Le socialisme moderne émerge comme un mouvement opposé au capitalisme « débridé ». Le socialisme voit la principale cause de pauvreté, d'exploitation, d'oppression, d'aliénation et de guerre dans la primauté de l'optimisation capitaliste dans le domaine économique, puis d'une telle économie sur l'ensemble de la société, des peuples et la nature.

La propriété privée d'une minorité organisée de façon capitaliste, ainsi que leurs intérêts, dominant les vies de la grande majorité et déterminent l'ensemble du développement social. Plutôt qu'un contrôle conscient et partagé des conditions sociales de production, et leur

développement solidaire, ce sont les contraintes de la compétition et du profit qui prévalent. Les relations entre les gens sont « réifiées », leurs besoins sont orientés vers la possession et la consommation. Les possibilités immenses offertes par l'augmentation de la productivité par la socialisation du travail et de la production ne sont pas mises à profit alors qu'on en aurait dramatiquement besoin pour le développement solidaire de tous, le développement d'une individualité libre et pour la préservation de la nature.

Comme l'a écrit le fondateur du socialisme britannique Robert Owen en 1820, « ce principe d'intérêt individuel, opposé tel qu'il l'est perpétuellement au bien public, est considéré, par les économistes politiques les plus renommés, comme la pierre d'angle du système social, sans lequel la société ne pourrait subsister. Pourtant quand ils connaîtront et découvriront par eux-mêmes les effets merveilleux que la combinaison et l'union peuvent produire, ils reconnaîtront que l'arrangement présent de la société est le plus anti-social, anti-politique et irrationnel que l'on puisse imaginer ; [...] en bref, que l'on prend toutes les peines du monde pour que ce qui est par nature la configuration la plus délicieuse pour produire l'excellence et le bonheur devienne absurde, imbécile et corrompu. »[2]

Et du côté des chrétiens ? Le document *Rerum Novarum* (RN) du pape Léon XIII, datant de 1891, avait déjà été perçu comme un cri de révolte contre l'exploitation des travailleurs pauvres (RN2). Il est devenu parfaitement clair que l'Eglise n'était pas indifférente aux injustices de l'époque, ce qui revenait déjà à prendre position pour les pauvres. Le document a également marqué le rejet public par l'Eglise de la thèse centrale du capitalisme libéral dans le monde Occidental, à savoir que le travail est une marchandise que l'on peut acheter à un prix de marché déterminé par la loi de l'offre et de la demande plutôt que par les besoins humains du travailleur (voir RN 16). La tonalité est très proche de ce que pouvaient dire les socialistes de l'époque : « Un petit nombre de personnes très riches ont pu imposer à la multitude des travailleurs pauvres un joug à peine plus supportable que celui de l'esclavage même »[3](RN 2). On ne peut douter que cela a constitué un déplacement significatif de l'Eglise du côté des pauvres.

Mais il restait beaucoup de chemin à parcourir car le pape ne mettait pas seulement au défi l'idéologie libérale et capitaliste de l'époque, mais attaquait également la position socialiste, cherchant ce faisant à trouver une voie moyenne entre l'individualisme et le collectivisme. De bien des manières la pensée catholique concernant l'injustice sociale générée par la nouvelle économie libérale et capitaliste, ainsi que l'idéologie qui la nourrissait, était consonante avec les critiques venues de la pensée socialiste, sur le plan éthique tout au moins. Les divergences étaient fortes quant à la manière de mettre en place une autre économie, car dans les premières décennies du dix-neuvième siècle, l'Église était vue comme une partie prenante du problème du fait de ses privilèges et des nombreuses propriétés en sa possession.

Le cœur de la discussion entre les dirigeants du parti socialiste en Allemagne et des évêques tels que von Ketteler concernait néanmoins les moyens de résoudre le problème des travailleurs, et pas le problème lui-même. Le problème du point de vue des penseurs de gauche pré-marxistes était la relation entre l'Eglise et l'Etat. Quand le marxisme émerge, la question n'était plus tellement le lien entre l'Eglise et l'Etat, puisque selon la théorie du matérialisme dialectique, ils étaient tous les deux destinés à disparaître.

A la fin du dix-neuvième siècle, Von Ketteler, qui était un des penseurs les plus intéressants précédant et préparant *Rerum Novarum*, proposait plutôt de penser le problème comme une situation triangulaire où l'ordre injuste fondé sur le capitalisme était nourri par une vision du

monde (l'utilitarisme) qui s'imposait par le biais d'un parti politique au service du grand capital (le parti Libéral) et que sa stratégie était d'influencer la presse. Son adversaire, le socialisme, semblait incapable de s'imposer face à cette puissance, si ce n'est en travaillant à la transformation des relations de pouvoir par la lutte des classes visant la réforme sociale ou la révolution. Selon Ketteler le christianisme était en revanche capable de mettre en œuvre cette transformation nécessaire sans provoquer de guerre sociale.

La lutte des classes a toujours été un élément difficile à manier pour la pensée sociale chrétienne. Même si *Rerum Novarum* reconnaît clairement, tout comme le socialisme, qu'il y a une séparation des classes : « La violence des bouleversements sociaux a divisé le corps social en deux classes et a creusé entre elles un immense abîme. » ; elle rejette par ailleurs la lutte des classes « L'erreur capitale, dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. » Quarante ans plus tard, dans *Quadragesimo anno*, un autre texte social important de la papauté, la perception a évolué et le texte montre une vision plus positive de la lutte des classes : « La lutte des classes, en effet, si elle renonce aux actes d'hostilité et à la haine mutuelle, se change peu à peu en une légitime discussion d'intérêts, fondée sur la recherche de la justice, et qui, si elle n'est pas cette heureuse paix sociale que nous désirons tous, peut cependant et doit être un point de départ pour arriver à une coopération mutuelle des professions » [§ 114]. La question de la violence allait rester pendant les décennies suivantes une question patente dans la Doctrine Sociale de l'Eglise. Les réflexions récentes sur les conflits telles que formulées par le pape François illustrent la mentalité actuelle de l'Eglise à propos du conflit et de l'unité.

Un nouvel “ennemi” : un modèle culturel unique et dominant, la mondialisation, qui fait de nous des voisins mais pas des frères.

130 ans plus tard, le pape François formule une condamnation du “capitalisme sauvage” dans des termes peut être encore plus sévères que ceux de Léon XIII. *Fratelli tutti* (FT), *Laudato si* (LS) et *Evangelii Gaudium* (EG), les trois encycliques sociales du pape argentin adoptent un ton parfois extrêmement dur et impérieux pour exprimer l'urgente nécessité de penser une nouvelle architecture pour le monde et les relations humaines. Dans *Fratelli tutti*, le pape François déclare :

“S'ouvrir au monde” est une expression qui, de nos jours, est adoptée par l'économie et les finances. Elle se rapporte exclusivement à l'ouverture aux intérêts étrangers ou à la liberté des pouvoirs économiques d'investir sans entraves ni complications dans tous les pays. Les conflits locaux et le désintérêt pour le bien commun sont instrumentalisés par l'économie mondiale pour imposer un modèle culturel unique. Cette culture fédère le monde mais divise les personnes et les nations, car « la société toujours plus mondialisée nous rapproche, mais elle ne nous rend pas frères ». Plus que jamais nous nous trouvons seuls dans ce monde de masse qui fait prévaloir les intérêts individuels et affaiblit la dimension communautaire de l'existence. Il y a plutôt des marchés où les personnes jouent des rôles de consommateurs ou de spectateurs. L'avancée de cette tendance de globalisation favorise en principe l'identité des plus forts qui se protègent, mais tend à dissoudre les identités des régions plus fragiles et plus pauvres, en les rendant plus vulnérables et dépendantes. La politique est ainsi davantage fragilisée vis-à-vis des puissances économiques transnationales qui appliquent le “diviser pour régner”. (FT 12).

Le pape affirme qu'il est désormais urgent d'échapper à deux attitudes qui semblent complètement dominer le monde contemporain : tout d'abord, l'idéologie qui affirme que

l'ordre actuel du monde est le seul possible; ensuite, que le réformisme doux (avec ses ajustements superficiels) sera capable de s'attaquer aux injustices systémiques, sur l'autel desquelles nous sacrifions le futur des générations à venir.

Même après la chute du Mur, il est difficile d'imaginer comment une tradition critique comme le socialisme pourrait être en désaccord avec l'idée que cette économie est une économie qui exclut. C'est une économie qui promeut l'idolâtrie de l'argent, permettant au monde de la finance de gouverner notre planète plutôt que de la servir, engendrant tant de situations d'injustice qui à leur tour provoquent de la violence contre les peuples et notre environnement naturel.

« De même que le commandement de “ne pas tuer” pose une limite claire pour assurer la valeur de la vie humaine, aujourd'hui, nous devons dire “non à une économie de l'exclusion et de la disparité sociale”. Une telle économie tue. Il n'est pas possible que le fait qu'une personne âgée réduite à vivre dans la rue, meure de froid ne soit pas une nouvelle, tandis que la baisse de deux points en bourse en soit une. Voilà l'exclusion. » (EG 53).

A la page suivante (54), le pape François attaque la théorie qui après 150 ans continue de caractériser le capitalisme libéral :

« Dans ce contexte, certains défendent encore les théories de la “rechute favorable”, qui supposent que chaque croissance économique, favorisée par le libre marché, réussit à produire en soi une plus grande équité et inclusion sociale dans le monde. Cette opinion, qui n'a jamais été confirmée par les faits, exprime une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et dans les mécanismes sacralisés du système économique dominant. En même temps, les exclus continuent à attendre. »

Sur la crise environnementale, le pape n'est pas moins sévère (LS 48-49) :

« L'environnement humain et l'environnement naturel se dégradent ensemble, et nous ne pourrions pas affronter adéquatement la dégradation de l'environnement si nous ne prêtons pas attention aux causes qui sont en rapport avec la dégradation humaine et sociale. De fait, la détérioration de l'environnement et celle de la société affectent d'une manière spéciale les plus faibles de la planète: « Tant l'expérience commune de la vie ordinaire que l'investigation scientifique démontrent que ce sont les pauvres qui souffrent davantage des plus graves effets de toutes les agressions environnementales » [...] Je voudrais faire remarquer que souvent on n'a pas une conscience claire des problèmes qui affectent particulièrement les exclus. Ils sont la majeure partie de la planète, des milliers de millions de personnes. »

Pour le pape, on finit par se trouver en présence du nouveau visage de l'aliénation dans notre monde post-moderne : l'individualisme et la consommation sans limite ! « C'est précisément pourquoi s'accroît aussi une perte du sens de l'histoire qui se désagrège davantage. On observe la pénétration culturelle d'une sorte de “déconstructionnisme”, où la liberté humaine prétend tout construire à partir de zéro. Elle ne laisse subsister que la nécessité de consommer sans limites et l'exacerbation de nombreuses formes d'individualisme dénuées de contenu ». (FT 13).

3. De surprenantes affinités aujourd'hui

Dans l'Eglise Catholique tout comme dans les mouvements d'inspiration socialiste, l'idée selon laquelle les buts de chacun ne pourront être atteints sans une transformation civilisationnelle radicale gagne de l'importance. On ne peut pas continuer à gérer les affaires courantes comme si de rien n'était.

Nous sommes unis par le constat du pape François sur « cette économie qui tue ». Nous partageons aussi avec lui la conscience que ce sont les relations économiques, politiques, culturelles, internationales qui engendrent des tendances destructrices impies. Nous voulons que cesse la barbarie de la destruction de la nature, de la faim, de la maladie et de la guerre, de la construction incessante de nouveaux murs et de nouveaux camps, du luxe obscène et de la concentration monstrueuse de la propriété, du pouvoir et de la richesse. Ensemble, nous nous engageons pour des politiques qui favorisent l'unité et la solidarité du plus grand nombre.

Dans les dernières décennies, il semble émerger une sorte de terrain d'entente entre les deux traditions, avec l'option préférentielle pour les pauvres et la théorisation d'un rôle actif réservé aux pauvres – et aux mouvements populaires – dans nos sociétés et dans le monde. Le principe sous-jacent pourrait être formulé de cette manière : personne ne peut être véritablement libre si les plus désavantagés parmi nous ne le sont pas.

Le changement commence par un « Non ». Ensemble nous disons « Non » :

- - A l'exploitation et à la destruction de notre héritage commun le plus précieux : la nature et la terre
- - A une économie qui tue
- - A une politique qui engendre la haine
- - A une culture qui transforme les humains en consommateurs égoïstes et détruit l'héritage culturel de l'humanité
- - A un mode de vie outrancier
- - Au racisme, au patriarcat, et
- - A une politique internationale qui nous emmène vers une nouvelle Guerre Froide, le terrorisme, et des guerres civiles et internationales.

Notre résistance commune naît de ce « Non ». Elle cherche à rompre avec tous les conditionnements mortifères et appelle au contraire à créer une économie, une société, une culture de vie libre et solidaire. C'est le chemin difficile de la résistance non-violente, qui intègre des formes de désobéissance civile résolues. Nous sommes conscients des différences entre le pouvoir et la violence de ceux qui défendent leurs privilèges et les structures d'exploitation des hommes et de la nature, et ceux qui se soulèvent contre ces structures.

Sur la base de cette position commune, la relation avec Dieu et la religion ne nous sépare plus. Nous reconnaissons mutuellement que l'engagement en faveur de la justice, de la préservation et de l'augmentation de notre richesse naturelle et culturelle, et en faveur de la paix, peut découler de différentes sources éthiques. Nous nous concentrons sur les objectifs et les approches partagés, et travaillons à traiter les différences qui persistent.

Il est certainement difficile d'imaginer comment nos approches différentes des problèmes éthiques plus personnels de notre époque peuvent être articulées afin d'atteindre une meilleure compréhension réciproque de nos perspectives. Néanmoins nous acceptons que cela ne peut être

réglé à court terme mais que construire la fraternité dans un climat général de respect mutuel en travaillant sur les problèmes sociaux moins clivants nous aidera à progresser sur nos points communs et à les approfondir.

4. Des refondations des deux côtés

Le capitalisme néolibéral d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celui de la première révolution industrielle. De même, les deux traditions, celle de l'Eglise – des Eglises – et de la gauche, ont évolué.

Pourquoi les « forces sociales » que constituent les socialistes et les chrétiens ne sont pas parvenues à unir leurs efforts il y a deux cents ans contre la paupérisation alors émergente de millions de personnes causée par la révolution industrielle, et pour s'opposer au triomphe du capitalisme sauvage de l'époque ?

Le socialisme revisité

Karl Marx a résumé les points forts du socialisme en quatre idées.

D'abord « l'impératif catégorique qui commande de renverser toutes les conditions dans lesquelles l'homme est un être diminué, asservi, abandonné, méprisé »[4] et de créer des associations « où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »[5]

Deuxièmement, par une révolution ou transformation sociale, le mode de production capitaliste doit être dépassé, « *l'homme socialisé, les producteurs associés, règlent rationnellement le métabolisme que constituent leurs échanges avec la nature, qu'ils le contrôlent ensemble au lieu d'être eux-mêmes dominés par lui comme ils le seraient par une puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine.* »[6]

Sur cette base, il serait nécessaire, troisièmement de créer graduellement les conditions d'une abolition de « l'asservissante subordination des individus à la division du travail », afin d'organiser le travail et l'activité de manière à ce qu'ils deviennent « le premier besoin vital » et que finalement ; « avec le développement multiple des individus [...] toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance » et « la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins! » »[7]

Quatrièmement, Marx a clairement souligné que « Même une société tout entière, une nation, enfin toutes les sociétés contemporaines prises ensemble, ne sont pas des propriétaires de la terre. Ils n'en sont que les occupants, les usufruitiers, et ils doivent, comme des boni patres familias, la laisser en état amélioré aux futures générations »[8]

Les socialistes ont la tâche de renouveler ces quatre idées à l'aune de la crise fondamentale et plurielle des modes de production, de vie, de la propriété, des relations de pouvoir et de la

culture aujourd'hui. Les vieilles recettes de l'économie centralisée, de la dictature du prolétariat et de la domination idéologique ont échoué.

Les recettes consistant à poser des bornes sociales et démocratiques au capitalisme ont aussi échoué. De nouvelles perspectives ne peuvent se dessiner que dans le dialogue et la coopération avec tous ceux qui font également face à cette crise de la solidarité et de la dynamique émancipatrice. Les socialistes se posent particulièrement les questions suivantes :

(1) A quoi ressemble un ordre économique qui mène au développement solidaire, à la protection de la liberté et de la nature ? Comment la planification, le marché et la société civile peuvent-ils être articulés ? Comment réaliser le contrôle conjoint de la socialisation sans refreiner la responsabilité individuelle et l'initiative personnelle ?

(2) Quels changements dans l'ordre politique sont-ils nécessaires pour renverser la domination de l'exploitation capitaliste sur l'économie et la société et pour rendre possible une démocratie du peuple pour le peuple, tout en incluant la solidarité mondiale et le soin de l'héritage culturel et naturel ?

(3) Comment pouvons-nous contribuer à l'émergence d'une culture dynamique de soin et de soutien mutuel, de préservation et d'accroissement des richesses naturelles et culturelles, de non-violence et de poursuite de la vie bonne dans de bonnes conditions ?

(4) Quel ordre international pourrait être un véritable garant de la solidarité mondiale, de la paix et de la transformation socio-écologique ?

(5) Quelles alliances pouvons-nous construire pour enclencher un changement de direction des politiques de l'intérieur de nos sociétés, par les mouvements sociaux, les syndicats et d'autres organisations et partis, ainsi que par des gouvernements responsables, afin de mettre en route une transformation socio-écologique de solidarité et de paix ?

Le christianisme: vingt siècles d'une histoire complexe

Comment le christianisme pourrait-il perdre sa réputation de défenseur du *statu quo*, de l'ordre existant, d'allié privilégié des régimes politiques conservateurs, de principaux pourvoyeurs de rhétorique légitimatrice de l'ordre social contre les changements, qu'ils soient révolutionnaires ou réformateurs ?

Les historiens des civilisations nous rappellent depuis longtemps que le christianisme primitif avait brisé les frontières étroites de la solidarité familiale, clanique, citoyenne, pour professer un amour universaliste qu'ils comprenaient comme adressé à chaque homme et à tout l'homme. En vérité, toutes les religions nées au cours du premier millénaire avant J-C. prenaient d'une manière ou d'une autre part à cette révolution culturelle, et l'exprimaient par exemple dans la formule que nous appelons aujourd'hui « la règle d'or » : « Traite les autres comme tu voudrais être traité ». Même si l'histoire montre que les religions ont peiné à évoluer dans ce sens, elles n'ont jamais retiré cette maxime de leurs textes sacrés.

A la fin du dix-neuvième siècle émerge une critique sévère de la part de l'Eglise à l'encontre du système capitaliste qui générait de l'injustice pour les travailleurs et les pauvres. En même temps, cette Eglise manquait de la créativité nécessaire pour élaborer des contre propositions crédibles pour les défendre. Plus spécifiquement, si l'Eglise faisait face à une résistance trop importante de la part des puissances du monde qui poursuivaient leurs propres objectifs, l'Eglise avait tendance à chercher un compromis à tout prix, craignant les conséquences d'un conflit !

La théologie de Léon XIII, l'auteur de *Rerum Novarum*, était cohérente avec sa spiritualité. Elle considérait que les peines terrestres n'auront pas de fin, ce qui pouvait décourager les pauvres de se confronter aux riches pour leur réclamer justice ; il demandait aux victimes d'oppression et d'injustice de supporter leurs souffrances dans l'espoir d'une récompense dans l'au-delà (RN

18). Cela ne veut pas dire que Léon XIII ne soutenait pas des changements majeurs dans l'ordre socio-économique. Il a constamment affirmé que l'Etat a un devoir de protéger les travailleurs contre l'exploitation, dans l'immédiat et de travailler à plus long terme pour s'assurer que la propriété soit bien plus largement distribuée (RN 37).

Le problème, c'est que Léon XIII voulait que ces changements soient initiés par le haut, c'est-à-dire par les gens mêmes qui appartenaient aux classes sociales qui bénéficiaient de l'ordre capitaliste libéral. Mais s'ils échouaient à faire advenir une société plus équitable, Léon XIII n'était pas prêt à encourager les pauvres ou les travailleurs à entrer en conflit. Il reste néanmoins important de noter qu'il a défendu le droit des travailleurs de former des syndicats (RN 49,54), qui deviendront avec le temps un des meilleurs moyens de défense des travailleurs. Cela fut aussi essentiel au développement de l'Etat-providence, du moins en Europe occidentale, une des réussites majeures du mouvement ouvrier au vingtième siècle d'après la littérature.

Dans sa réflexion sur la résistance aux puissants, Léon XIII n'a pas suivi la tradition catholique plus ancienne qui affirmait qu'il est légitime de résister face à un abus de pouvoir tyrannique. Il a refusé d'accepter que la rébellion pouvait parfois être justifiée. Au vingtième siècle, cependant, le christianisme et l'Eglise Catholique en particulier a pris conscience de plus en plus clairement que l'Evangile encourageait à une option préférentielle pour les pauvres. La sécularisation et la dégradation progressive des alliances préférentielles conservatrices entre l'Eglise et des systèmes politiques obsolètes ont donné au monde catholique un point de vue innovant sur les problèmes sociaux, plus cohérent avec les idéaux évangéliques, et une pratique plus cohérente avec l'option préférentielle pour les pauvres – stimulant une attitude générale qui favorise à tout prix une culture de la rencontre, du dialogue, parce que personne ne peut prétendre posséder toute la vérité.

Qu'est-ce qui a changé?

Aujourd'hui, Dieu ne semble plus être un obstacle pour que la gauche accepte de collaborer avec des organisations chrétiennes officielles, et l'atteinte d'une terre promise fraternelle n'est plus seulement un rêve éthéré pour les chrétiens. L'Eglise considère qu'une attitude passive envers les situations sociales (injustes) n'est plus tolérable, une culture du changement (stimulée par des appels prophétiques) et du dialogue est favorisée (voir le texte de Vatican II *Gaudium et Spes*). L'option préférentielle pour les pauvres, dans le langage de l'Eglise, est certainement plus cohérente avec les revendications de la gauche quand elle appelle à la libération des opprimés et des exclus ou qu'elle vise un monde juste et solidaire pour tous, davantage en tous cas qu'avec la philosophie non-interventionniste du néo-libéralisme. Et le soin de la dimension écologique de notre monde est désormais une préoccupation forte des deux côtés.

Le dieu que le socialisme a rejeté quand il a adopté une approche athée et violente de la vie et de la société, pour ainsi dire, était-ce vraiment le Dieu de Jésus Christ ?

La théologie contemporaine dit qu'il ne l'était pas. Un dieu gouvernant, placé au sommet d'une pyramide politique et sociale est clairement à l'opposé de l'image du Père, Abba, annoncé par Jésus.

Il n'est pas un mystère impénétrable : Il est le Père qui est la source de la liberté du Fils et de tous ses enfants, et de même qu'Il est la source de la fraternité entre tous, ce qui signifie que le cadre référentiel fondamental des chrétiens implique la liberté, la justice et le partage. La

question de la violence comme moyen de parvenir à une réforme révolutionnaire est également traitée différemment de nos jours. Des deux côtés la valeur de la non-violence active dans le domaine politique devient un objet d'intérêt commun. Le socialisme en Europe a depuis longtemps pris la voie d'un changement par des moyens démocratiques.

Ces développements finissent de convaincre que l'Eglise n'a pas à être du côté du statu quo, de la préservation de structures politiques et sociales injustes. Jésus avait déjà été parfaitement clair sur ce point : le visage du Sacré et de Dieu ne peut plus être exploité pour garantir un statu quo qui ne serait ni fraternel, ni juste, ni libre, ni solidaire. Néanmoins il est clair que cette compréhension de nos jours est le résultat d'une évolution au long cours qui se manifeste seulement maintenant dans toute sa puissance!

La venue du Royaume de Dieu prêchée par Jésus donnait un nouveau contenu aux relations humaines, à commencer par les pauvres et les exclus. Ce nouveau contenu n'était pas censé à former une organisation sociale bien précise. Les premières communautés chrétiennes n'avaient pas de plan défini pour transformer la société. Il s'agissait d'établir des relations entre hommes et femmes dans la sphère sociale et même politique, comme le levain dans la pâte.

Le fait même que Jésus pénètre l'histoire, et que sa communauté vive au milieu de la société, sans construire un monde idéal dans un lieu isolé, signifie que les chrétiens n'étaient pas seulement destinés au ciel, mais aussi à la terre. Et ce toujours dans une perspective de changement constant, pour aller dans le sens d'une plus grande fraternité entre tous. Aucun système concret ne devait jamais être vu comme l'incarnation définitive du Royaume de Dieu sur terre. Cela revenait à opter clairement pour l'évolution graduelle !

Les premières communautés chrétiennes avaient une telle cohérence que l'apôtre Paul pouvait écrire avec enthousiasme: « il n'y a plus ni juif ni grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a plus l'homme et la femme », dans le sens où les inimitiés et inégalités s'y effaçaient (Galates 3, 28). Cela ne revient pas à dire que Paul cachait les difficultés et les conflits qui émergeaient déjà au sein de la première génération de chrétiens – nous avons grâce à lui un portrait réaliste de la situation – mais dans son esprit, ces conflits n'avaient jamais le dernier mot.

L'espace social relativement autonome des chrétiens, fondé sur la fraternité au sein de la communauté et avec la société à l'extérieur, finira par inspirer des changements sociaux significatifs. Que l'on pense à des progrès sociaux comme les règles de trêve durant la guerre, l'éducation gratuite, le soin pour les marginalisés, la lutte contre l'usure et l'abolition de l'esclavage, on y trouvera des influences chrétiennes.

En vérité, l'éthique sociale qui a été développée par les chrétiens dans les premiers siècles après Jésus Christ est liée à la perspective d'un projet de vie individuel, sans atteindre les conditions sociales fondamentales. Mais il faut nécessairement nuancer un tel constat : toute religion structurée semble prise dans une dialectique entre ouverture et fermeture, entre institution et prophétisme. Dans l'histoire, la défense des institutions religieuses existantes était régulièrement brisée par l'ouverture dynamique dont les hérauts étaient des personnes aux dons particuliers, des porteurs de charismes, de perspectives nouvelles, proposant de nouvelles idées, libérant de nouvelles forces sociales, générant une dynamique venue de la base et d'intéressants éléments de réforme. Certains d'entre eux ont influencé tout le monde chrétien, comme Benoît de Nursie ou François d'Assise. Il est arrivé fréquemment que le caractère protestataire de chacune de ces figures ou de ces mouvements prophétiques ou charismatiques rencontre

suffisamment d'ouverture du côté de l'Eglise institutionnelle (catholique). Parfois, il ne fut accueilli que des siècles plus tard, après des schismes dramatiques.

Vu aujourd'hui, le socialisme apparaît clairement comme un large courant historique qui a aidé le monde chrétien à faire le saut d'une éthique dynamique individuelle – aux conséquences sociales croissantes à long terme – vers une éthique encore plus directement opérante dans le monde social, qui construit des relations entre les classes sociales, les peuples, les cultures, les politiques de tous niveaux, et dans les relations internationales.

La montée en puissance de la modernité, d'un autre côté, a fini par transformer radicalement les structures des sociétés traditionnelles, et après quelques siècles elle a aussi eu tendance à marginaliser ou à dénigrer le rôle de Jésus Christ et sa relation à Dieu en tant que source de cohérence et de puissance d'innovation dans l'histoire. D'un autre côté, les énergies innovatrices qui ont leurs racines, même partiellement, dans l'inspiration évangélique n'ont pas cessé de travailler nos sociétés de l'intérieur. Malgré tout, la culture moderne et l'inspiration évangélique sont restés incapables d'entrer en synergie pendant de longues décennies.

L'histoire entremêlée du siècle dernier

Au cours des décennies récentes, nous avons pu observer que les idéologies socialistes comme libérales ont changé. La majorité des socialistes expriment leur attachement à la liberté, aux droits humains et à l'état de droit, tandis que les libéraux sociaux prennent leurs distances avec le néolibéralisme et défendent le respect de droits sociaux.

Et dans le monde chrétien? Avec Jean-Paul II, nous avons compris désormais qu'il était possible d'introduire le concept de structures de péché, et d'imaginer des structures de liberté et de communion. Nombreux sont ceux qui croient que l'analyse critique de la société d'un point de vue marxien a joué un rôle important dans cet approfondissement de ce que la révélation chrétienne pouvait signifier en termes d'amélioration des conditions structurelles fondamentales de la société dans son ensemble.

Comment résumer en quelques mots l'évolution sur vingt siècles de l'éthique chrétienne passant de la personne individuelle à une éthique sociale au sens propre, une éthique qui considère les structures fondamentales de la société? Dans le *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise*, le texte de l'Eglise catholique qui a le plus d'autorité sur le sujet, il est écrit que « Dans le Christ, Dieu ne rachète pas seulement l'individu, mais aussi les relations sociales entre les hommes. » (§52). Le commentaire probablement le plus important de cette citation est à trouver chez le pape François dans Fratelli Tutti, qui définit les notions d'amour « social » et « politique ».

« Il y a également un amour "impéré" : ces actes de charité qui poussent à créer des institutions plus saines, des réglementations plus justes, des structures plus solidaires.] Ainsi, « l'engagement tendant à organiser et à structurer la société de façon à ce que le prochain n'ait pas à se trouver dans la misère est un acte de charité tout aussi indispensable ». C'est de la charité que d'accompagner une personne qui souffre, et c'est également charité tout ce qu'on réalise, même sans être directement en contact avec cette personne, pour changer les conditions sociales qui sont à la base de sa souffrance. »

Cultiver une culture de la rencontre

Un dernier point que l'Eglise est en train d'approfondir et qui nous permet de voir différemment le rôle du monde chrétien dans l'avenir est ce que le pape François appelle la culture de la rencontre.

Evidemment, si on est déjà convaincu de posséder toute la vérité, il sera difficile d'entrer dans un véritable dialogue. Même dans les années 1950, la doctrine selon laquelle « l'erreur – vue comme telle du point de vue de l'Eglise – n'a aucun droit » faisait encore partie du discours officiel de l'Eglise (Catholique). Le concile de Vatican II a poussé le monde catholique dans une toute autre direction, laquelle est resumée désormais par l'expression bergolienne de la promotion d'une « culture de la rencontre. »

En vérité, les années du concile Vatican II (1962-1965) ont ouvert une nouvelle ère. Son ouverture théologique et pastorale engendrera l'idée selon laquelle un catholique d'aujourd'hui ne se comporte pas selon l'Esprit de Dieu s'il ne travaille pas à l'unité dans sa propre Eglise, s'il n'est pas ouvert au dialogue œcuménique avec les autres chrétiens, s'il ne promeut pas le dialogue interreligieux et le dialogue avec ceux qui ne professent pas de conviction religieuse. Pour bien des aspects de cette nouvelle trajectoire, il a fallu des décennies pour qu'elle se dessine et qu'elle entre dans les pratiques, mais aussi dans la théorie, de l'action de l'Eglise.

Les pratiques et les convictions semblent désormais de plus en plus cohérentes, et on peut les traduire par l'idée qu'on ne devrait pas attendre d'être d'accord sur tout pour ouvrir le dialogue. Comme le répète souvent le pape François, ce qui importe, c'est de lancer un processus. Personne n'a le monopole de la vérité. Dans le processus de construction d'une attention mutuelle, d'une fraternité, d'une prise de responsabilité partagée pour l'avenir de la planète, il est certain que l'on découvrira des éléments d'une éthique transversale transformative.

Et finalement, changer le capitalisme ?

Comme l'a dit synthétiquement un des économistes chrétiens les plus respectés, S. Zamagni, ancien président de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales: “Je ne crois pas à la possibilité de mettre fin au capitalisme comme le suggère la tradition révolutionnaire. Je crois à la possibilité de transformer de l'intérieur en lançant des processus capables de changer la façon dont il se développe. »

Dans le courant socialiste, on a développé le concept d'une double transformation socio-écologique dans le capitalisme, pour le dépasser par un processus de réformes radicales fondées sur des alliances de différentes classes et strates, par la mobilisation de la base de la société comme du gouvernement, liant intimement les luttes locales, nationales et mondiales en se basant sur la solidarité.

5. Dans nos luttes communes, nous travaillons à des projets conjointement, motivés par des visions partagées.

C'est seulement ensemble que nous serons sauvés, en luttant pour :

- Une économie de la vie
- Une communauté de soin
- Une politique de transformation solidaire
- Un monde qui donne de la place à une pluralité de mondes
- La dignité de chaque individu dans un monde riche de biens communs
- Et pour une communauté de paix
-

Cádiz, Août 2021 | Vienne Mars 2022

(Liste des signataires)

Remarques

[1] Karl Marx, Friedrich Engels, Sur la religion (SR), Paris, Editions sociales, 1960, pp. 42-77.

[2] Owen, R. « Report to the county of Lanark, of a Plan for relieving public distress... » in *The new existence of man upon the earth*, Londres, Effingham Wilson, Royal Exchange, J. Clayton & fils, 1854 [trad. fr. or.]

[3] Nous traduisons ici depuis la version anglaise de Rerum Novarum, la version française (qui donne « un petit nombre d'hommes opulents et de ploutocrates qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires ») ne reflétant pas tout à fait le caractère plus directement dénonciateur du texte anglais.

[4] Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel in K. Marx, *Philosophie*, Paris, Gallimard, 1997, p. 99

[5] K. Marx, F. Engels, Manifeste du parti communiste, ch. 2

[6] Karl Marx, le Capital, Livre III, traduction révisée par Alain Bihr

[7] Critique du programme du Gotha

[8] Le Capital, III